

Dictature Merkel : cinq ans de prison pour délit d'opinion !



Article rédigé par Jean-Yves Le Gallou, le 26 juin 2017

Le 20 juin, 36 personnes ont subi l'irruption brutale de la police fédérale à leur domicile.

« La démocratie ? C'est quand une voiture s'arrête devant chez vous à l'aube et que vous êtes sûr que c'est le laitier. »

Quand Churchill disait cela, il pensait à l'Allemagne nazie et aux craintes qu'inspirait la Gestapo. Après la guerre, il pensait à l'Union soviétique et à la RDA, où la Stasi s'occupait de « la vie des autres ».

Si Churchill revenait aujourd'hui, il penserait à l'Allemagne de Merkel.

C'est ainsi que, le 20 juin, 36 personnes ont subi l'irruption brutale de la police fédérale à leur domicile. Ces perquisitions de la police (politique) allemande intervenaient – dans le cadre d'une opération coordonnée – contre des auteurs de tweets soupçonnés d'avoir diffusé des « messages de haine ». En clair, d'avoir publié des tweets – humoristiques, critiques, voire violemment critiques – à propos de l'immigration.

Des hommes et des femmes qui risquent cinq ans de prison pour délit d'opinion – politiquement incorrecte – tout comme ceux qui émettaient des critiques sur le nazisme ou le communisme risquaient d'aller faire un séjour en camp de rééducation.

Bien sûr, l'idéologie a changé mais les méthodes de répression judiciaire et policière sont restées les mêmes.

Merkel veut imposer l'accueil de centaines de milliers d'envahisseurs étrangers clandestins en Allemagne. Contre la volonté d'une grande partie du peuple allemand.

Elle ne peut le faire qu'en établissant une dictature de fait : par l'occultation de la réalité, la censure et la répression policière. L'ouverture des frontières n'est possible que par la destruction des libertés.

Ainsi, lorsque des milliers de femmes allemandes ont été sexuellement agressées par des « migrants » dans la nuit de la Saint-Sylvestre 2015/2016, le pouvoir et la police ont obtenu le black-out complet de la part d'une presse obéissant servilement à leurs consignes de silence. Comme dans tout bon régime totalitaire. Malheureusement pour la police et le pouvoir, le scandale a fuité sur les réseaux sociaux.

Depuis, le gouvernement Merkel a trois priorités :

- garder toute sa force au consensus politiquement correct pouvoir politique/police/médias, gerbe des forces de tous les pouvoirs totalitaires ;
- obtenir des grandes firmes californiennes de l'Internet la mise en place de procédures de censure aussi rapides qu'arbitraires (en violation complète du principe de neutralité du Net) ;
- engager des poursuites policières et judiciaires contre les personnalités jugées excessivement critiques de la politique du régime Merkel.

Nous assistons au début de ce processus de répression totalitaire qui concerne aussi, peu ou prou, la France.

Face à cela, les résistants devront se montrer solidaires les uns des autres. Et défendre vaille que vaille la liberté d'expression, y compris pour les propos qu'ils ne partagent pas, voire qu'ils condamnent. Car la liberté d'expression n'a de sens que pour les idées qui déplaisent.

Et si la répression se durcit, certains résistants devront se résoudre à demander l'asile politique à la Hongrie, à la Pologne ou à la Russie.

Sans attendre, il est indispensable de développer des canaux Internet alternatifs (à l'Est plutôt qu'à l'Ouest) permettant de s'exprimer en toute liberté. Le développement de *RuTube* ou de *rutweet* recréerait une salubre concurrence garante de la liberté !

Source : Boulevard Voltaire